

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 08/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CA LOIRE FOREZ**

17 boulevard de la Préfecture  
BP. 30211  
42600 Montbrison

Références : UiD4243-DSSP-023-0217  
Code AIOT : 0010500045

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2023 dans l'établissement CA LOIRE FOREZ implanté Lieu dit La Brioude - 42600 Savigneux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CA LOIRE FOREZ
- Lieu dit La Brioude 42600 Savigneux
- Code AIOT : 0010500045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

Loire Forez Agglomération exploite sur la commune de Savigneux une déchetterie ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 27/10/2006, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/01/2010.

La rubrique 2710 a été modifiée en 2012 entraînant un changement de régime de l'installation : celle-ci relève du régime de l'enregistrement pour la collecte des déchets non dangereux.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 sont applicables.

S'agissant de la plateforme de compostage, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/07/2011 sont également applicables.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets,
- eau
- odeurs
- risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rétention des aires	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.11.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Exploitation de l'installation de compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I point 3.8	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Prévention des émissions odorantes	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I point 6.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	/	Lettre de suite préfectorale	
12	prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	/	Lettre de suite préfectorale	
15	Conditions d'exploitation - Déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 3.7.1 à 3.7.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 1.1	/	Sans objet
3	Implantation - aménagement plateforme de compostage	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.1.3	/	Sans objet
5	Exploitation de l'installation de compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I point 3.5	/	Sans objet
7	Exploitation de l'installation de compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I point 3.9	/	Sans objet
9	traçabilité des déchets - registre	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	/	Sans objet
11	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	/	Sans objet
13	moyens de lutte contre l'incendie - déchetterie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont propres et bien tenues. L'exploitant tient à jour les documents de suivi.

Quelques points d'amélioration sont à prendre en considération :

- au niveau du process du compostage : réaliser les relevés de température selon la fréquence requise ;
- concernant la prévention des nuisances olfactives : réaliser le dossier prévu par l'arrêté du 12/07/2011 ;
- concernant l'autosurveillance des rejets aqueux : réaliser les analyses selon la fréquence et les paramètres requis ;
- sur les conditions de stockage de déchets : les déchets dangereux (batteries notamment) doivent être entreposés sous abris ou à défaut, être mis hors d'atteinte des eaux météoriques.

Les caractéristiques de réaction et de résistance au feu des locaux dédiés à l'entreposage des déchets ménagers spéciaux sont à vérifier.

Une réflexion pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie doit être menée.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement rubrique 2780
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> quantité de matière traitée en t/j et t/an type de déchet : uniquement déchets végétaux (déchets verts et ligneux)  2780 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j (A-1) b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j mais inférieure à 75 t/j (E) c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j mais inférieure à 30 t/j (D)
<b>Constats :</b> La quantité de déchets verts compostés était de 5 970 tonnes en 2021 (soit 16 t/j) et de 4 114 tonnes en 2022 (soit 11 t/j). L'installation relève bien du régime de la déclaration pour cette activité.  En 2021 la capacité de l'installation a été dépassée (capacité fixée dans l'AP du 12/01/2010 à 5 000 tonnes/an). Ce dépassement n'a cependant pas entraîné de dysfonctionnement sur l'installation. Aucune plainte n'a été remontée à l'inspection.
<b>Observations :</b> L'exploitant fera le point sur les quantités à composter dans les années à venir (estimations). Le cas échéant, une modification de la capacité autorisée devra être sollicitée (porter à connaissance des modifications envisagées avec les éléments d'appréciation : effets attendus de ces modifications).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement rubrique 2710
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> quantité de déchets susceptibles d'être présents  1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A - 1) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC) 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup> (E) b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> (DC)
<b>Constats :</b> La quantité de déchets susceptible d'être présente sur l'installation est évaluée comme suit (transmission de l'exploitant du 03/05/2023) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déchets dangereux : 17 tonnes,</li> <li>• Déchets non dangereux : 740 m<sup>3</sup>.</li> </ul> L'installation relève donc du régime de l'autorisation pour la rubrique 2710-1 (collecte de déchets dangereux) et de l'enregistrement pour la rubrique 2710-2 (collecte de déchets non dangereux).

Le jour de la visite, les quantités de déchets présents sont réparties de la façon suivante :

- point emballage (PAV) = 3 conteneurs,
- point verre (PAV) = 2 conteneurs,
- point textile (relais) = 1 conteneur,
- 1 benne de placo de 10 m<sup>3</sup>,
- 1 benne de gravats de 10 m<sup>3</sup>,
- 1 benne de carton de 30 m<sup>3</sup>,
- 1 benne de bois de 30 m<sup>3</sup>,
- 1 benne de mobilier de 30 m<sup>3</sup>,
- 2 bennes d'encombrants de 30 m<sup>3</sup>,
- 1 benne de ferraille de 30 m<sup>3</sup>,
- 1 benne de DIB professionnels de 30 m<sup>3</sup>,
- 1 benne amiante de 10 à 20 m<sup>3</sup>,
- 1 benne de pneus VL de 30 m<sup>3</sup>,
- 1 zone de stockage des DEEE comprenant : 3 caisses-palettes pour le petit électroménager (PAM) et 2 caisses métalliques pour les écrans (dans un conteneur fermé) ; une zone extérieure pour le gros électroménager froid (GEM froid), 1 benne de 30 m<sup>3</sup> pour les GEM hors froid (massifié),
- 1 cuve pour l'huile de vidange,
- plusieurs GRV pour les emballages vides souillés (au moins 5),
- des caissons spécifiques pour les ampoules/néons et piles/batteries,
- 1 caisse-palette de batteries de voiture,
- 2 conteneurs aciers pour les autres déchets dangereux contenant des caisses-palettes et caisses-crocos sur des étagères pour chaque type de déchets,
- 1 zone d'environ 250 m<sup>2</sup> pour l'entreposage des déchets verts.

L'installation dispose aussi d'une zone de stockage de bennes vides/pleines prêtes à partir et des conteneurs vides pour PAV (endommagés ou pour remplacement).

**Observations :** La situation administrative devra être mise à jour par arrêté préfectoral.

L'arrêté du 27/10/2006 visait également la rubrique 2171 (Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole) : cette rubrique pourrait s'appliquer à la zone de mise à disposition du compost normé mis à disposition des usagers et qui n'est pas un déchet.  
Le volume du dépôt est à préciser.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Implantation - aménagement plateforme de compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets - Compostage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Elle se constitue : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une plate-forme étanche de 11 405 m<sup>2</sup> destinée aux opérations de compostage, comprenant :<ul style="list-style-type: none"><li>• une aire de réception/tri/contrôle des produits,</li><li>• une aire de stockage des déchets végétaux bruts,</li><li>• une aire de broyage/mélange,</li><li>• une aire de compostage,</li><li>• une aire de criblage.</li></ul></li><li>• d'un bassin de réception des jus de fermentation de 606 m<sup>3</sup>,</li><li>• d'un bâtiment de stockage du compost de 360 m<sup>2</sup>.</li></ul> <p>Les différentes aires citées ci-dessus sont situées à au moins huit mètres des limites de propriété du site. Elles doivent être suffisamment dimensionnées par rapport à la nature et au tonnage des produits entrants, au type de procédé mis en œuvre et à la qualité des composts recherchée.</p>
<b>Constats :</b> L'installation dispose de 2 zones de réception des déchets : <ul style="list-style-type: none"><li>- une sur la plateforme de compostage pour les professionnels,</li><li>- une installée en dessous de la plateforme et dédiée aux apports des particuliers.</li></ul> <p>Les déchets bruts sont ensuite stockés sur la plateforme dans l'attente du broyage. Une fois broyés, les déchets sont constitués en andain formant un lot. A la fin du processus de compostage, le lot est criblé sur la plateforme.</p> <p>Un bassin récupère les eaux ruisselant sur la plateforme. Son volume n'a pas été vérifié. D'après la photo aérienne, sa surface est d'environ 660 m<sup>2</sup> (sur la base d'une profondeur d'1 m, le volume devrait être conforme).</p> <p>Le bâtiment de stockage a été remplacé dans l'arrêté préfectoral du 12/01/2010 par une couverture par bâches. Ces bâches sont utilisées pour recouvrir un lot de compost en attente de sa commercialisation ou mise à disposition. Le jour de la visite, aucune couverture n'est présente. Un lot de compost est mis à disposition des usagers, les autres lots n'ont pas encore terminé le processus de compostage.</p> <p>La distance par rapport aux limites de propriété n'a pas été vérifiée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Rétention des aires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les sols des aires définies à l'article 2.1.3. doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement ayant transité sur ces zones et les éventuelles eaux de procédé (eaux ayant percolé à travers les andains ...).  Les effluents recueillis sont de préférence récupérés et recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains (si nécessaire), ou en cas d'impossibilité, traités conformément à l'article 5.7. avant rejet ; épandus conformément à l'article 5.8. ou éliminés comme déchets conformément à l'article 7.
<b>Constats :</b> Les eaux de ruissellement sont collectées en surface et rejoignent le bassin. Les eaux sont utilisées pour l'arrosage des andains.  L'exploitant a indiqué ne pas procéder à des évacuations des jus. Il n'y a pas de plan d'épandage des lixiviats. Le bassin est équipé de surverses permettant le rejet des eaux excédentaires dans le fossé qui contourne l'installation. Il n'y a pas de dispositif de traitement de ces eaux. L'exploitant a indiqué que les surverses sont très rares, le process de compostage étant majoritairement déficitaire en eau. Il a souvent recours à l'eau du réseau pour l'arrosage des andains, car les eaux collectées dans le bassin ne suffisent pas.
<b>Observations :</b> La surveillance du rejet (analyse) n'a jamais été réalisée compte-tenu de la « rareté » de l'évènement. Ce suivi nécessiterait de procéder à un prélèvement un jour de déversement.  L'exploitant doit se mettre en capacité de pouvoir suivre ces rejets. A défaut, aucun rejet ne doit être effectué directement au milieu naturel. Le dossier de déclaration de janvier 2006 prévoyait une canalisation de raccordement de ce bassin au réseau d'assainissement collectif. Cette option est une piste envisageable pour la mise en conformité de ce dispositif.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Exploitation de l'installation de compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I point 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.5.2 Information préalable sur les matières à traiter  L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.



L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.

### 3.5.3 Enregistrement lors de l'admission

Toute admission de déchets ou de matières destinés à être compostés donne lieu à un enregistrement:

- de leur désignation ;
- de la date de réception;
- du tonnage;
- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;
- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

L'exploitant est en mesure de justifier de la masse des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de 3 ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

### 3.5.5 Enregistrement des sorties de déchets et de compost

L'exploitant établit un bilan annuel de la production de compost, que ce dernier soit mis sur le marché, distribué gratuitement, valorisé ultérieurement ou éliminé en tant que déchet. Il tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant sa destination : mise sur le marché conformément aux articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime, traitement (compostage, séchage...), épandage ou élimination (mise en installation de stockage, incinération ...).

Dans le cas où le compost est mis sur le marché, ce registre indique notamment :

- la date, la quantité enlevée, les références du lot et les caractéristiques du compost (analyses) par rapport aux critères spécifiés au point 3.9,
- l'identité et les coordonnées du client.

Le registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.

**Constats :** L'exploitant a défini un règlement intérieur de la déchetterie dans lequel sont indiqués tous les types de déchets acceptés sur l'installation.

Seuls les déchets verts sont acceptés en compostage. Les précisions suivantes sont apportées par le règlement intérieur : « tontes diverses, branchages d'un diamètre inf à 10 cm, fleurs fanées, sciures de bois et, de règle générale tous les végétaux. Les déchets verts ne doivent pas contenir de bois ou toutes autres impuretés (pots de fleurs, cailloux, bois traités, souches, ferrailles, plastiques...) » Il n'y a pas de fiche d'information préalable.

Les apports des professionnels font l'objet d'un enregistrement lors de l'admission.

Les renseignements suivants sont consignés sur le registre :

- date,
- nom de l'entreprise,
- tonnage.

<p>Un pont bascule à l'entrée de la déchetterie permet la pesée des apports. Les apports des particuliers font l'objet d'une pesée au moment de leurs transferts de la zone de dépôt vers la plateforme de compostage.</p> <p>Les registres sont conservés 1 an sur le site puis sont archivés dans les locaux de Loire Forez. L'inspection précise qu'il convient de les garder 3 ans. Il n'existe pas de numérisation des registres. Seule la synthèse est reportée dans un tableau de suivi.</p> <p>Le compost produit est mis à disposition des usagers. Le cas où le compost ne serait pas normé ne s'est jamais présenté.</p> <p>Un bilan annuel de la production de compost est établi dans le cadre du rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés. Il est mis à disposition du public pour l'année qui précède sur le site <a href="http://www.loireforez.fr">www.loireforez.fr</a> « rapport annuel 2021 du service public des déchets » (dernier en date).</p>
<p><b>Observations :</b> Une procédure de gestion du compost non normé sera à formaliser le jour où la situation se présentera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plan d'épandage,</li> <li>- filière d'élimination,</li> </ul> <p>L'évacuation des déchets issus du criblage doit être plus formellement tracée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 6 : Exploitation de l'installation de compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I point 3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle et suivi du procédé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lots sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en oeuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot,</li> <li>- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe II,</li> <li>- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains,</li> <li>- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation,</li> <li>- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante.</li> </ul> <p>Le document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de 10 ans. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p> <p><b>Constats :</b> La gestion des composts est organisée par lots.</p> <p>L'exploitant tient à jour une fiche de suivi par lot de compost, comprenant une fiche d'identité du lot, les relevés de température, d'humidité et de teneur en oxygène effectués, les dates de retournement et d'arrosage, la durée des phases de fermentation et de maturation.</p> <p>Le nombre de retournement, la durée de la fermentation aérobie et la température atteinte sont conformes à la norme de transformation définie à l'annexe II de l'arrêté du 12/07/2011.</p> <p>Cependant la fréquence des relevés de températures n'est pas conforme : ceux-ci sont réalisés 1 fois par semaine alors que la norme prévoit une fréquence d'au moins 3 fois par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.</p> <p>Les analyses de conformité du lot sont archivées avec la fiche de suivi.</p> <p><b>Observations :</b> Les relevés de température en début de phase de fermentation aérobie sont à réaliser à la fréquence de 3 fois par semaine.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

## N° 7 : Exploitation de l'installation de compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I point 3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Utilisation du compost
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.  La matière issue du compostage peut être utilisée comme matière intermédiaire destinée à la fabrication d'une matière fertilisante ou d'un support de culture si elle respecte au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques et composés traces organiques. Sa teneur en éléments indésirables (morceaux de plastiques, de métaux, de verres) doit également être conforme aux valeurs limites de la norme NF U 44-051 dans les cas où la fabrication du compost fini ne fait pas appel à une étape d'élimination de ces éléments indésirables.  Les résultats d'analyses et justificatifs correspondants relatifs aux composts mis sur le marché et aux matières intermédiaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime.  A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions relatives à l'épandage décrites au point 5-10.
<b>Constats :</b> Les lots de composts produits sont conformes à la norme NFU 44 051. Toutes les analyses consultées montrent la conformité des lots. Il n'y a pas de plan d'épandage pour les composts qui ne seraient pas conformes à la norme. L'exploitant indique que ses lots ont toujours été conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Prévention des émissions odorantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I point 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, odeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes. Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, qui comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, concentrées ou diffuses ;</li> <li>- une liste des opérations critiques susceptibles de provoquer des émissions importantes d'odeurs, précisant la fréquence correspondante de chacune d'elles;</li> <li>- un document précisant les moyens techniques et les modes d'exploitation mis en oeuvre pour limiter les émissions odorantes, notamment pour chacune des opérations critiques identifiées à l'alinéa précédent.</li> </ul> <p>L'exploitant réalise et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan faisant apparaître les zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 1 km autour du site: habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade .</p> <p>L'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné au point 1.4 un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Lorsqu'il existe un comité de riverains, l'exploitant lui présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en oeuvre.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place un registre pour consigner les plaintes relatives aux nuisances olfactives.</p> <p>Le plan permettant de localiser les zones d'habitation dans un rayon de 1 km autour de l'installation a été réalisé et transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit formaliser le dossier consacré aux nuisances olfactives. Il doit pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- établir la liste des principales sources d'émissions odorantes,</li> <li>- établir la liste des opérations critiques susceptibles de les provoquer,</li> <li>- préciser les moyens techniques et les modes d'exploitation mis en oeuvre pour les prévenir.</li> </ul> <p>L'inspection n'a pas connaissance de plaintes relatives aux odeurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I. Registre des déchets sortants.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition ;</li> <li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>- l'identité du transporteur ;</li> <li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un registre des évacuations de déchets, excepté pour les déchets dangereux.</p> <p>Le contenu du registre est conforme à la prescription. Ce contenu a été modifié par l'arrêté du 31/05/2021. L'exploitant est invité faire évoluer son registre afin de consigner l'ensemble des informations requises.</p> <p>Pour les expéditions de déchets dangereux, un bordereau est établi sous Trackdéchets. La consultation d'un bordereau n'amène pas d'observation particulière.</p> <p>L'établissement du bordereau dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets) vaut transmission des informations au registre national des déchets.</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre des déchets « localement ».</p> <p>L'obligation de la tenue du registre demeure pour les autres déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p>
<p><b>Constats :</b> Les dernières analyses ont été réalisées en septembre 2021. Les résultats montrent un dépassement de la valeur limite pour les paramètres DCO et MES.</p> <p>En outre, l'ensemble des paramètres visés n'ont pas été analysés.</p> <p>Les eaux sont rejetées au réseau d'assainissement unitaire raccordé à la station de traitement des eaux usées. L'exploitant n'a pas connaissance d'une convention de rejet.</p>
<p><b>Observations :</b> Les analyses sont à réaliser à la fréquence annuelle. Les paramètres suivants sont à intégrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- indice phénols : 0,3 mg/l ;</li> <li>- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li> <li>- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;</li> <li>- AOX : 5 mg/l ;</li> <li>- arsenic : 0,1 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</li> <li>- métaux totaux : 15 mg/l.</li> </ul> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 11 : Entretien et conduite des installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.  Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les eaux sont traitées un par séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau d'assainissement. Le séparateur fait l'objet d'un entretien annuel. Les matières extraites sont évacuées vers une installation de traitement spécifique. Pour 2022, le BSD indique que les déchets ont été traités sur l'installation Chimirec Malo à Orange.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.  Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : Matières en suspension totales      100 mg/l DBO5 (sur effluent non décanté)      100 mg/l DCO (sur effluent non décanté)      300 mg/l Hydrocarbures totaux      10mg/l
<b>Constats :</b> En cas d'incendie, les eaux ne peuvent pas être confinées.
<b>Observations :</b> L'exploitant a fait part à l'inspection d'un projet de mise en séparatif de son réseau de collecte avec un rejet des eaux pluviales au milieu naturel. La mise en place d'un dispositif permettant de contenir sur site les eaux d'extinction en cas d'incendie est à intégrer à la réflexion de mise en séparatif.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 poteau incendie permettant de fournir un débit maximum de 80 m3/h,</li> <li>- 3 extincteurs répartis comme suit : 1 dans le local gardien, et 1 dans chacun des conteneurs dédiés à l'entreposage des déchets dangereux.</li> </ul> <p>Le plan de l'installation a été mis à jour en 2022 suite à une modification du sens de circulation.</p> <p>Sur la plateforme de compostage, le système d'arrosage des andains peut être utilisé en cas d'incendie sur un tas de compost.</p> <p>Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle.</p>
<b>Observations :</b> En cas d'incendie le plan du site, à jour, est à laisser à disposition des pompiers pour faciliter leur intervention (avec une description des dangers pour chaque local).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Comportement au feu des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Si les déchets ménagers spéciaux sont accueillis dans des locaux spécifiques, ceux-ci doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,</li> <li>• couverture incombustible,</li> <li>• portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,</li> <li>• porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure, matériaux de classe MO (incombustibles).</li> </ul> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b> Les déchets ménagers spéciaux sont réceptionnés sur une étagère extérieure non couverte positionnée sur une rétention. Ces déchets sont ensuite pris en charge par le personnel habilité et stockés dans les 2 conteneurs dédiés en fonction de leurs caractéristiques. Ces conteneurs disposent d'une rétention intégrée.</p> <p>Les caractéristiques de réaction et de résistance au feu ne sont pas connues de l'exploitant. Il indique que les conteneurs sont mis à disposition par SARPI.</p> <p>Un des 2 conteneurs dispose d'un dispositif de ventilation.</p>
<p><b>Observations :</b> Les caractéristiques de réaction et de résistance au feu des conteneurs sont à solliciter et à communiquer à l'inspection.</p> <p>Les rétentions extérieures sont à couvrir car elles sont remplies par l'eau de pluie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Conditions d'exploitation - Déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 3.71 à 3.73
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>3.71. – Apports des déchets ménagers spéciaux dans la déchèterie</u></p> <p>L'acceptation des déchets ménagers spéciaux est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.</p> <p>Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchèterie qui est chargé de les ranger sur les aires ou dans les locaux spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation.</p>

Dans tous les cas, les locaux et aires de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles).

### 3.7.2. - Apports des huiles de vidange

Pour les huiles usées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

### 3.7.3.- Apports des déchets d'amiante lié

Les déchets d'amiante autres que les déchets d'amiante lié sont interdits. Il s'agit notamment des flocages et calorifugeages, des déchets issus du nettoyage (débris et poussières), des déchets de matériels et d'équipements (équipements de protection individuels jetables, filtres de dépoussiéreurs ...).

Seuls sont autorisés les déchets d'amiante lié (ou amiante-ciment) de type plaques ondulées, plaques support de tuiles, ardoises en amiante-ciment, produits plans, tuyaux et canalisations.

Les plaques, ardoises et produits plans seront stockés sur palettes. Chaque palette avec son chargement sera filmée avant transport.

Les tuyaux et canalisations seront disposés sur support adapté (rack).

Les morceaux trop petits pour être palettisés seront conditionnés dans des grands récipients pour vrac (big-bags).

#### **Constats :**

##### Déchets ménagers spéciaux

Les déchets ménagers spéciaux sont réceptionnés sur une étagère extérieure positionnée sur une rétention. Ces déchets sont ensuite pris en charge par le personnel habilité et stockés dans les 2 conteneurs dédiés en fonction de leurs caractéristiques.

Ils sont stockés en caisse-palettes ou en caisse-crocos.

Les 2 conteneurs ne sont pas accessibles au public.

Des batteries de véhicules sont entreposées dans une caisse-palette à proximité du local gardien (pour éviter les vols). La caisse est ouverte et accessible aux eaux de pluie.

##### Huile de vidange

Les huiles sont regroupées dans une cuve dédiée. Il s'agit d'une cuve double enveloppe. Elle est installée sur une rétention de faible capacité dont le rôle est de recueillir les éventuelles écoulements ou accidents de transvasement.

Un GRV est disponible à côté pour le dépôt des récipients.

##### Déchets d'amiante lié

Les déchets d'amiante lié sont entreposés dans une benne dédiée. La benne est équipée d'un double body-benne permettant de conditionner les déchets d'amiante avant leur évacuation. Le règlement intérieur de la déchetterie limite les quantités déposées à 5 plaques de 2m x 1m / mois.

L'amiante libre ou sans emballage n'est pas admis.

L'exploitant tient un registre des apports mais il n'y a de contrôle systématique de ce qui est mis dans la benne lors du fonctionnement du site. Il est laissé libre aux usagers d'en faire la déclaration.

L'exploitant précise que le registre correspond au contenu des bennes (poids). Il indique demander aux usagers, avant le passage à niveau, le contenu de leur dépôts. Par ailleurs, il pourrait cependant exister des actes de « malveillance », des dépôts non déclarés, car le site peu être accessible en dehors des horaires d'ouverture du site (accès gravière).
<b>Observations :</b> La caisse de batteries doit être mise à l'abri ou, à défaut, recouverte d'une bâche étanche.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours